

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :

Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MEBOUX

Le Nord de la France :

Trois mois... 15 f.
Six mois... 26
Un an... 48

ANNONCES : 15 centimes la ligne
RECLAMES : 25 centimes
On traite à forfait.

ROUBAIX, 6 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Lyon, 4 décembre.

Toute la journée il y a eu un combat sur la route d'Autun à Arnay.

Londres, 5 décembre.

Le duc de Sutherland dément que des ouvertures lui aient été faites relativement à la transformation du canal de Suez en une entreprise anglaise.

Le Morning-Post dit que la nouvelle d'après laquelle l'Autriche aurait l'intention de soumettre aux délibérations de la conférence d'autres questions que celles soulevées par la circulaire du prince Gortschakoff est inexacte.

Les journaux considèrent généralement la réponse de lord Granville comme pacifique.

Vienne, 4 décembre.

Cette après-midi, M. Novikoff a eu une longue conférence avec le comte de Beust auquel il a remis la réponse russe que l'on dit être conciliante.

Florence, 4 décembre.

Le prince Amédée en acceptant la couronne d'Espagne a dit : « Fidèle aux traditions de mes aïeux, quoique je n'ignore pas les difficultés de ma tâche nouvelle, et ma responsabilité devant l'histoire, je me consie en Dieu et au peuple espagnol qui donne la preuve qu'il sait unir au respect de l'ordre le culte de la liberté. »

Le prince a terminé en disant : « Soldat dans l'armée, je serai le premier citoyen devant les représentants de la nation. »

Je ne sais pas si j'aurai le bonheur de verser mon sang pour ma nouvelle patrie et si j'aurai à joindre quelque page au grand nombre de celles qui célèbrent la gloire de l'Espagne.

En tout cas, je suis sûr que les Espagnols verront toujours que celui qu'ils ont élu sait par sa loyauté s'élever au-dessus des luttes des partis.

Il n'a d'autre pensée que la concorde et la prospérité de la nation.

Le discours du prince a été accueilli aux cris de : Vive le Roi ! Vive l'Espagne !

L'Indépendance belge publie les dépêches suivantes.

Ces télégrammes sont de source prussienne par conséquent, empreints d'une grande exagération.

Dépêches prussiennes

Berlin, lundi 5 décembre.
Versailles, 4 décembre, 10 h. du soir.

Le 3, des colonnes de l'armée de Frédéric-Charles ont refoulé l'ennemi au-delà de Chilly-aux-Bois et Chevilly dans la direction d'Orléans.

Les 3e et 9e corps ont pris, chacun un canon. Nos pertes ne sont pas considérables.

Devant Paris l'ennemi a détruit les ponts jetés en face du champ de bataille du 2 décembre, près de Brie. Le 4, il s'est retiré derrière la Marne.

Après l'évacuation du champ de bataille d'Amiens, on a encore trouvé neuf pièces de campagne de l'ennemi et beaucoup de matériel de guerre.

Le Roi à la Reine.

Versailles, 4 décembre, minuit.

Officiel. — Après une bataille qui a duré deux jours, livrée par la seconde armée et l'armée mecklembourgeoise, le corps Manstein a pris ce soir le faubourg St.-Jean et la gare d'Orléans.

Les autres corps se trouvent prêts à occuper la ville demain.

Nous avons pris 30 canons et plus de mille prisonniers.

Nos pertes sont modérées. C'est la division Wrangel qui a subi les pertes les plus considérables.

Hier et aujourd'hui, tout est resté calme ici.

Berlin, 5 décembre.

Malgré la création éventuelle du titre suprême d'Empereur, conformément aux vœux des princes allemands, Guillaume conservera en même temps le titre de roi de Prusse.

Berlin, 4 décembre.

L'admission de la France à la conférence qui doit s'occuper de la question d'Orient, fait supposer que le gouvernement provisoire n'exige pas sa propre reconnaissance d'une manière formelle. Le gouvernement repoussera tout changement dans les traités conclus avec les Etats du Midi.

Berlin, 5 décembre.

Séance du Parlement. — Discussion générale sur les traités constitutionnels.

M. Delbruck, ministre d'Etat, relève que dans la nouvelle constitution ils'agit essentiellement de renforcer les éléments fédéraux ; il justifie les diverses déviations de la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord au sujet des stipulations de la nouvelle constitution, relatives aux déclarations de guerre et aux commissions diplomatiques par lesquelles est limitée l'indépendance du président de la Confédération.

M. Delbruck fait ressortir que l'on doit montrer à l'étranger le caractère essentiellement défensif de la Confédération. Le ministre annonce ensuite qu'hier le prince Léopold de Bavière a remis au roi une lettre du roi de Bavière par laquelle il offre au roi de Prusse la dignité d'empereur.

Les princes qui sont à Versailles ont donné leur consentement. Le consentement des autres princes est encore à attendre.

Stuttgart, 5 décembre.

Le Staatsanzeiger publie un télégramme du général Obernitz disant :

Les pertes des Wurtembergeois, dans le combat livré le 2, ont été de 30 officiers tués et blessés, 18 cadets et 800 hommes tués.

Versailles, dimanche soir.

Le général de Manteuffel est entré à Rouen.

Les Français, qui ont abandonné Champigny-sur-Marne, se sont concentrés à Creteil.

Les membres du Gouvernement de la défense nationale,

En vertu des pouvoirs à eux délégués. Considérant que dans la journée du 1er décembre, la 1re division du 16e corps d'armée, s'est signalée par son intrépidité et son sang-froid.

Décrète :

Art. 1er. — La 1re division du 16e corps d'armée et son chef le contre-amiral Jauréguiberry sont mis à l'ordre du jour de l'armée.

Art. 2. — Le général Chanzy, commandant le 26e corps d'armée, est nommé grand-officier de la Légion d'honneur.

Fait à Tours, le 2 décembre 1870.

LÉON GAMBETTA.
AD. CRÉMIER.
L. FOURICHON.
GLAIS-BIZOIN.

Par le Gouvernement :
Le délégué au département de la guerre,
C. DE FREYCINET.

Les membres du Gouvernement de la défense nationale,

En vertu des pouvoirs à eux délégués. Considérant que le 18e corps d'armée à peine formé, composé en grande partie de soldats qui voyaient le feu pour la première fois, et privé de son commandant en chef, a cependant, par la fermeté de son attitude, remporté des avantages signalés sur l'ennemi à Ladon, à Mailziers, à Beaune-la-Rollande,

Décrète :

Art. 1er. — Le 18e corps d'armée de la Loire a bien mérité de la patrie.

Art. 2. — M. le chef d'état-major Billot, général de brigade à titre provisoire, est nommé général de brigade à titre définitif. M. Feillet Pilatrie, général de division à

titre provisoire, est nommé général de division à titre définitif.

Fait à Tours, le 2 décembre 1870.

LÉON GAMBETTA.
AD. CRÉMIER.
L. FOURICHON.
GLAIS-BIZOIN.

Par le Gouvernement :
Le délégué au département de la guerre,
C. DE FREYCINET.

ORDRE DU JOUR.

DU GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE LA LOIRE.

Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de la Loire.

Paris, par un sublime effort de courage et de patriotisme, a rompu les lignes prussiennes. Le général Ducrot, à la tête de son armée, marche vers nous, marchons vers lui avec l'élan dont l'armée de Paris nous donne l'exemple.

Je fais appel aux sentiments de tous les généraux commodes soldats ; nous pouvons sauver la France. Vous avez devant vous cette armée prussienne que vous venez de vaincre sous Orléans. Vous la vaincrez encore ; marchons donc avec résolution et confiance.

En avant sans calculer le danger ! Dieu protégera la France.

Quartier général de Saint-Jean, le 1er décembre 1870.

D'AURELLES.

Tours, 30 novembre.

Toujours même attitude silencieuse et réservée dans les questions gouvernementales. Le sphinx n'était qu'un bavard en comparaison de MM. X et Y.

Faute de nouvelles venues de bonnes sources, je vais donc être obligé, hélas ! de vous dire les bruits qui circulent, les canchans qui courent.

Donc, je vous dirai — car, n'est-ce pas ? à quoi bon vous parler de la reddition de Thionville et de La Fère que vous savez déjà, ou vous entretenir de l'engagement heureux que nous venons d'avoir vers Etrépigny, du côté de Rouen, et touchant lequel l'Agence Havas vous fera savoir, bien avant moi, que nous avons délogé les Prussiens, pris 250 fusils tués beaucoup de chevaux et 50 ou 60 ennemis ? Donc, je vous dirai que la grande bataille, attendue pour hier, l'est encore pour demain et qu'à ce propos

« Un bruit assez étrange est venu jusqu'à moi. »

On dit que les Prussiens ne seraient pas tant curieux de cette grande bataille et qu'ils se seraient fait ce raisonnement : « Nous pouvons perdre, et, par cette seule bataille, nous risquons la fortune de la campagne. En effet, si les Français nous repoussent, que par des signaux ils avertissent Trochu au bon moment, nous avons tout à craindre. Et quel effet en Allemagne, si notre persistance dans le siège de Paris, si peu goûtée déjà, aboutissait à une déroute qui nous ferait perdre tout le fruit du passé ? »

En admettant même que les Français ne remportent qu'une demi-victoire. Voilà Paris reconforté pour deux mois, pendant lesquels les levées en masse forment des armées... Mauvaise affaire. Mais si, au contraire, nous évitions la bataille rangée pour soutenir ça et là des combats partiels avec des alternatives de succès et de revers, et n'ayant d'ailleurs aucune portée reconfortante pour Paris, nous finirions par en venir à bout par le découragement autant que par la faim.

En conséquence de quoi leur tactique, en ce moment, consisterait à éviter cette bataille sur laquelle nous comptons : ils se considéreraient comme sûrs de réduire Paris, dans un temps donné, par le simple blocus, et ne voudraient pas, même dans l'espoir d'une victoire plus prompte, risquer un alev.

Voilà donc ce que m'ont compté des gens se disant bien informés. Je vous le donne comme cela m'est venu.

On m'a dit aussi que nous avions trouvé un moyen de correspondre avec Paris par signaux. Ce seraient des chimistes qui seraient les inventeurs du procédé, le quel procédé aurait ceci d'excellent que l'ennemi serait absolument impuissant à comprendre ni empêcher nos hiéroglyphes.

On m'a dit encore — mais ceci est du pur domaine cancanier — que la dépêche Havas rendant compte des touchants adieux de MM. de Kératry et Carré-Kérissouët à leurs troupes, en remettant le commandement aux mains du général Gougard, était rédigée plutôt pour les besoins de la cause que pour rendre hommage à la vérité, et que tout ne s'était pas si bien passé que cela. Diabole ! on dit même — on, comme vous savez, est bien mauvaise langue, et à la place des gouvernements je ne voudrais jamais lui laisser le soin de renseigner les journalistes — que tout se passe fort mal, aussi mal que possible.

Autre chose : dans le département de l'Yonne, un général prussien s'est avisé de faire fusiller les gardes nationaux pris sans armes. On a délibéré dans le sein du con-

seil, touchant le parti à prendre, et on se serait arrêté à déférer le fait à l'opinion, ou mieux, au jugement des puissances.

Aux dernières nouvelles, les Prussiens semblaient remonter vers Paris. Mais ce ne sont que marches, contre-marches, fausses démonstrations. On ne sait qu'en conclure ; ils sont partout et insaisissables.

(Indépendance belge)

RÉPONSE DU PRINCE GORTSCHAKOFF À LORD GRANVILLE.

Voici le texte de réponse russe à la note anglaise.

Monsieur le baron,

L'ambassadeur anglais m'a lu et laissé une copie de la dépêche de lord Granville en réponse à votre communication du 19 novembre. Je me suis empressé de la soumettre à S. M. l'empereur. Notre auguste maître a vu avec satisfaction que cette réponse exprimait, en premier lieu, le désir le plus sincère du cabinet de Londres, de conserver des relations cordiales entre l'Angleterre et la Russie ; en second lieu, l'assurance que le cabinet ne se serait pas refusé d'entrer dans l'examen des résultats du traité de 1856, pour autant qu'ils ont été modifiés par les circonstances.

Quant à la question de droit rigoureux soulevée par lord Granville, nous n'avons aucun désir d'entrer dans des discussions, de rappeler des précédents ou de citer des exemples. Une pareille polémique ne pourrait, en aucun cas, amener l'entente que nous désirons. Notre auguste maître a rempli un devoir impérieux envers son propre pays, sans vouloir blesser d'aucune façon les gouvernements qui ont été signataires du traité de 1856. Au contraire, Sa Majesté impériale en appelle à leurs sentiments de justice et à leur considération pour leur propre dignité. Nous regrettons de voir que lord Granville s'applique principalement à discuter la forme de nos communications. Nous n'avions pas le choix. Nous n'aurions pas demandé mieux certainement, que d'arriver à nos fins par un accord avec les signataires du traité de 1856. Mais le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique sait très-bien que les tentatives faites à différentes occasions pour réunir les puissances dans une conférence dans le but d'écartier les difficultés qui troublaient la paix générale, ont invariablement échoué.

La prolongation de la crise actuelle et l'absence d'un gouvernement régulier en France retardera encore la possibilité d'un pareil arrangement. Néanmoins, la situation dans laquelle se trouve la Russie par suite du traité, est devenue de plus en plus intolérable. Lord Granville veut bien convenir que l'Europe aujourd'hui est loin d'être ce qu'était l'Europe qui a signé le traité de 1856. Il était impossible que la Russie pût consentir à demeurer la seule puissance liée indéfiniment par un engagement qui, déjà onéreux pour elle, à l'époque où il fut conclu, est devenu de jour en jour plus faible dans les garanties qu'il devait offrir.

Notre auguste maître sait trop ce qu'il doit à son pays pour le forcer à subir plus longtemps une obligation contre laquelle le sentiment national proteste. Nous ne pouvons pas admettre que l'abrogation d'un principe purement théorique, auquel il n'est donné aucun effet immédiat, et qui restitue simplement à la Russie un droit dont aucune grande puissance ne consentirait à être privée, puisse être considérée comme une menace à la paix, ou qu'en annulant un article du traité de 1856, cela veuille impliquer qu'ils sont annulés tous. Le cabinet impérial n'a jamais eu une pareille intention. Au contraire, notre communication du 19 octobre déclare, dans les termes les plus explicites, que Sa Majesté maintient pleinement son adhésion aux principes généraux du traité de 1856 et qu'elle est prête à entrer en arrangement avec les signataires de ce traité, soit pour les renouer ou pour substituer tout autre arrangement équitable qui pourrait assurer le repos de l'Orient et l'équilibre de l'Europe. Il ne paraît donc pas exister des raisons pour que le cabinet de Londres, si cela lui plaisait, n'entrât en pourparlers avec les signataires du traité de 1856. Pour notre part, nous sommes prêts à nous joindre à toute délibération ayant pour objet la consolidation des garanties pour la paix de l'Orient.

Nous sommes persuadés que de nouvelles garanties seront trouvées dans l'écartement d'une cause permanente d'irritation entre les deux puissances le plus directement intéressées. Leurs relations mutuelles seront plus fermement établies sur les bases d'une bonne et solide entente. Je vous prie monsieur le baron, de lire cette dépêche à lord Granville et de lui en laisser une copie. Le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique nous a exprimé le regret qu'il éprouverait si cette discussion devait troubler l'harmonie que le gouvernement de S. M. la reine s'efforce de maintenir entre les deux pays. Soyez assez bon d'exprimer à Son Excellence, combien ses regrets seraient partagés par le cabinet impérial. Nous croyons qu'une bonne entente entre les deux gouvernements est aussi avantageuse pour les deux pays que pour la paix du monde. C'est avec une vive satisfaction que nous avons

vu nos relations, pendant ces dernières années, devenir de plus en plus amicales. Les graves circonstances dans lesquelles nous nous trouvons en ce moment doivent nous faire désirer de les rendre meilleures que jamais.

Signé : GORTSCHAKOFF.

Nous lisons dans le Pall Mall Gazette :

La question de savoir si réellement il existe des intelligences avec la Russie et la Prusse est d'une si grande importance pour nous, que nous ne pouvons nous empêcher d'y prêter encore notre attention. C'est une question vitale pour nous actuellement, et nous devons, par tous les moyens possibles, nous assurer si cette entente existe ou n'existe pas. C'est donc avec un intérêt tout particulier que nous lisons le paragraphe suivant dans le Daily-News, qui lui a été envoyé par son correspondant de Berlin :

Quand la guerre a éclaté, le prince Gortschakoff se trouvait à Berlin et eut plusieurs entrevues avec le roi Guillaume et Bismark avant leur départ pour le champ de bataille ; la neutralité de la Russie fut l'objet principal qui les occupait. Le ministre russe demanda alors, pour la première fois, comme récompense de sa neutralité, l'acquiescement de la Prusse à l'abolition de la partie du traité de 1856 qui interdisait à la Russie d'avoir une flotte dans la mer Noire. M. de Bismark accepta la proposition, et il fut convenu qu'aussitôt la paix conclue on ferait cette réclamation publiquement. C'est ainsi que vers le milieu du mois d'août, Bismark put envoyer sur le siège de la guerre les deux corps de troupes qui avaient été laissés pour la défense des provinces orientales de la Silésie et de la Prusse. Par ce pacte, non-seulement la neutralité de la Russie était assurée, mais le prince Gortschakoff s'était engagé à empêcher l'Autriche d'intervenir dans la guerre entre la Prusse et la France. Bien certainement, la circulaire du prince Gortschakoff n'est pas venue au jour si la France ne se fut trouvée dans une position si pénible, et qui démontra à l'Europe que la France doit être maintenue et rester une puissance de premier ordre.

Le même journal ajoute :

Il est généralement admis, que la Russie a compté sur l'aide de la Prusse avant de s'exposer à l'opposition de l'Angleterre, de la Turquie et de l'Autriche. En réfléchissant bien sur la position de l'Autriche, on reste convaincu qu'une partie des peuples qui forment l'empire d'Autriche n'accorderaient pas leurs sympathies au gouvernement s'ils le voyaient engagé dans une guerre avec la Russie, et lorsqu'elle voit avec quelle indifférence l'Angleterre regarde la perte de deux provinces de son ancienne alliée dans la guerre de Crimée, elle hésite à s'exposer au danger.

Cologne, 4 décembre 1870.

Les télégrammes arrivés hier soir et ce matin vous ont déjà appris que le roi Guillaume n'avait pas dit toute la vérité dans ses précédentes dépêches à la reine Augusta. Il est acquis en effet que la journée du 30 novembre avait laissé aux mains du général Ducrot les villages de Bonneuil sur Marne, de Vilher et de Champigny ; que le lendemain 1er décembre, l'armée prussienne n'a pas été en mesure de reprendre ces villages, est que ce n'est que vendredi dernier que les corps combinés des troupes prussiennes, Wurtembergeoises et Saxonnaises sont parvenus à déloger les Parisiens de Bonneuil et de Vilher. Champigny, situé plus à portée des canons de Paris, et même ce jour-là rentré aux mains des Français, en dépit des efforts combinés de la majeure partie des forces Allemandes cantonnées au sud-ouest de la ligne du siège.

Mêmes inexactitudes — pour ne pas dire plus — ont été commises dans les télégrammes de Versailles qui, à la date du 1er décembre rendraient compte des faits de guerre accomplis sur la Loire. Il résulte aujourd'hui des dépêches françaises au delà de la rivière, que les corps réunis du prince Frédéric-Charles et du duc de Mecklembourg, ne sont pas parvenus à entamer les positions de l'armée de la Loire. Les combats d'Orgères et de Pourpry, dont les dépêches prussiennes résumement les principales péripéties, ont laissés les forces du général Aurelles intactes à Arthenay, c'est-à-dire campées et retranchées comme je l'ai précédemment décrit, en avant d'Orléans avec leur objectif parfaitement indiqué vers Fontainebleau.

Il importe peu que, sur tel ou tel détail des marches et des engagements dont parlent les derniers télégrammes, il y ait du plus ou du moins dans les avantages remportés par l'une ou l'autre armée ; les résultats généraux que j'indique sont incontestables, et il m'a suffi de lire ce